L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 7 AVRIL 1855.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUPOUR.
E. DUVERGES. S. HARBY.
N° 23, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 7 AVRIL.

EUROPE.

Nos journaux européens apportés par l'*Arne* nous parviendront probablement aujourd'hui. Nous allons, en attendant, emprunter au sommaire que publient les journaux du nord quelques détails que ne nous a point transmis le télégraphe.

Le congrès de Vienne s'est réuni le 15 mars. Il se composait d'un représentant français, de deux représentants anglais, de deux représentants turcs. Le plénipotentiaire russe n'était pas présent. La discussion sur la base générale des négociations s'est terminée d'une manière satisfaisante. Le bruit s'était répandu que l'Autriche et l'Angleterre n'insisteraient pas sur la démolition de Sébastopol, mais que la France en faisait une condition *sine qua non* de la paix.

La mission du général Wedell n'a pu réussir. La Prusse refuse d'accéder au traité et ne pourra pas conséquemment prendre part aux conférences.

Les alliés ont ouvert le feu contre Sébastopol. Des lettres de la mer parviennent d'expliquer la diversité des rapports russes et français sur l'attaque d'une redoute russe pendant la nuit du 23 février. Les Français s'en sont en effet emparés, mais voyant qu'ils ne pouvaient pas s'y maintenir par suite du feu meurtrier des remparts, ils se sont retirés après l'avoir fait sauter. Leur perte a été de 100 tués et 300 blessés.

On écrit de Balaklava, sous la date de 2 mars, que les maladies diminuaient dans le camp des alliés. Le général Bargoyne a été remplacé par le général Keser.

Les Russes se fortifient dans la vallée d'Inkermann. Ils élevaient aussi des batteries à Karabournou pour menacer Balaklava : ils ont coulé deux autres navires dans le port de Sébastopol.

Le gouvernement autrichien a donné avis à la France et à l'Angleterre que la mission de l'archi-duc autrichien Guillaume à St Pétersbourg était un acte de pure sympathie dicté par la mort de l'empereur de Russie et n'avait aucun caractère politique.

Le czar Alexandre serait, dit-on, écrit au roi de Prusse pour avoir son avis sur la situation. Mentschikoff est retourné à Moscou. Les deux grands ducs avaient quitté la Crimée et s'étaient mis en route pour retourner à St Petersbourg.

Le général Osten Sacken commande maintenant à Sébastopol, et le général Luders à Odessa.

Le voyage de Louis Napoléon pour la Crimée est encore douteux. Les préparatifs militaires se font sur la France sur une très grande échelle.

Londres a été transmis à Toulon de préparer des moyens de transport pour 50,000 hommes et 3000 chevaux.

Le bruit avait couru qu'un officier supérieur de l'armée française avait été arrêté sous l'inculpation d'entretenir des intelligences avec l'ennemi. On désignait le général Forey. Le *Moniteur* contredit officiellement ce bruit. Ce pendant le général Forey a été rappelé.

LE CONSEIL DE VILLE.

Le nouveau Conseil de ville s'organisera lundi prochain. Tous les yeux sont fixés sur cette assemblée et on attend impatiemment ses premiers actes pour porter un jugement sur l'avenir administratif qui nous est réservé. Si nos aldermen tiennent tout d'abord les promesses de leur programme, il y aura quelque espoir pour les habitans de la Nouvelle-Orléans, à la tranquillité matérielle et aux leurs espérances. Le républicanisme renaissant avec leurs devoirs au sérieux cesse de mériter la confiance des citoyens.

Que nos mandataires se rappellent qu'ils sont appelés à réformer les abus qui se sont introduits dans l'administration et que leur premier devoir est d'accomplir ce mandat duquel dépend toute leur énergie, est l'économie dans les dépenses. La prospérité et l'industrie sont grevées d'un impôt énorme, et le revenu de la ville ne suffit pas pourtant aux dépenses ordinaires. Il faut absolument une cette situation anormale cesse.

Nous avons confiance dans notre nouveau conseil, nous savons qu'il s'y trouve des hommes fermes et déterminés à s'opposer à toutes leurs forces au gaspillage et aux dilapidations publics. L'économie sera leur règle suprême. S'ils dépoisent quelque énergie ils pourront accomplir beaucoup de bien. Qu'ils défendent le trésor municipal contre toutes convoitises et tous les appétits. On viendra peut-être leur demander la récompense de services rendus, mais nous avons à croire qu'ils seront inébranlables et qu'ils fermeront l'oreille à toutes les sollicitations.

Nos mandataires n'ont à servir que le public. La prospérité de la ville est entre leurs mains : qu'ils ne la compromettent point par de criminelles prodigalités. Que nous demandent les citoyens de la Nlle-Orléans, c'est un gouvernement à bon marché : le Conseil qui le donnera aura droit à notre reconnaissance. Quand on aura droit à notre reconnaissance. Quand on proposera l'exécution d'un travail, le Conseil est prié de considérer s'il est ou non indispensable, s'il n'est pas indispensable, son devoir est de repousser la proposition. Les charges des contribuables sont si lourdes que le Conseil doit se borner, en fait de travaux, à ceux dont l'exécution est absolument nécessaire. Il importe pouvoir pour qu'on ordonnent certains travaux, on consulte pour qu'on ordonnent certains travaux, on consulte point l'intérêt des industriels qui doivent les exécuter que celui de la ville. Nos aldermen consciencieux seront sur leurs gardes et s'abstiendront de ne point laisser surprendre leur bonne foi.

Un mot résume à nos yeux tous les devoirs de nos nouveaux aldermen et ce mot est : ECONOMIE. Ceux qui, oubliant du programme qu'ils ont accepté, le violeront dans l'intérêt d'un fonctionnaire, seront rayés de la liste de nos mandataires honnêtes et loyaux. Nos finances ont été trop longtemps exploitées : le moment est venu de travailler à la prospérité générale en diminuant les charges publiques et en réduisant autant que possible les dépenses de l'administration municipale.

Le nouveau Czar et la paix.

La presse de l'ancien et du nouveau monde discute la question de savoir si l'avènement d'Alexandre au trône de Russie favorisera le rétablissement de la paix. On ne peut la deviner que sa libérale à ses conjectures. Le jeune souverain est à débuter par des mesures qui ne semblent pas annoncer une grande énergie. Il a ajourné la convocation des états généraux, et il a nommé le prince Gortschakoff, qui a été battu par les Français et les Anglais, au commandement des troupes de la Crimée. Ces deux actes ne sont pas de nature à faire croire à une prochaine cessation des hostilités. Cependant on dit que le nouveau czar a déclaré que la guerre lui était odieuse, et qu'il désirait ardemment la paix. Il est possible que ces dispositions pacifiques soient sincères, mais il est à craindre qu'elles ne soient pas partagées par la majorité de la nation, qui, entraînée par le fanatisme religieux, ne voudra pas entendre parler de paix avant d'avoir vaincu les infidèles. Il est probable cependant que le nouveau souverain, qui a été élevé dans les principes libéraux de son père, ne tardera pas à faire connaître ses intentions pacifiques, et à donner à la Russie les institutions qui lui manquent encore pour être une nation vraiment civilisée.

Le bruit a couru qu'un officier supérieur de l'armée française avait été arrêté sous l'inculpation d'entretenir des intelligences avec l'ennemi. On désignait le général Forey. Le *Moniteur* contredit officiellement ce bruit. Cependant le général Forey a été rappelé.

LE CONSEIL DE VILLE.

Le nouveau Conseil de ville s'organisera lundi prochain. Tous les yeux sont fixés sur cette assemblée et on attend impatiemment ses premiers actes pour porter un jugement sur l'avenir administratif qui nous est réservé. Si nos aldermen tiennent tout d'abord les promesses de leur programme, il y aura quelque espoir pour les habitans de la Nlle-Orléans, à la tranquillité matérielle et aux leurs espérances. Le républicanisme renaissant avec leurs devoirs au sérieux cesse de mériter la confiance des citoyens.

Que nos mandataires se rappellent qu'ils sont appelés à réformer les abus qui se sont introduits dans l'administration et que leur premier devoir est d'accomplir ce mandat duquel dépend toute leur énergie, est l'économie dans les dépenses. La prospérité et l'industrie sont grevées d'un impôt énorme, et le revenu de la ville ne suffit pas pourtant aux dépenses ordinaires. Il faut absolument une cette situation anormale cesse.

Nous avons confiance dans notre nouveau conseil, nous savons qu'il s'y trouve des hommes fermes et déterminés à s'opposer à toutes leurs forces au gaspillage et aux dilapidations publics. L'économie sera leur règle suprême. S'ils dépoisent quelque énergie ils pourront accomplir beaucoup de bien. Qu'ils défendent le trésor municipal contre toutes convoitises et tous les appétits. On viendra peut-être leur demander la récompense de services rendus, mais nous avons à croire qu'ils seront inébranlables et qu'ils fermeront l'oreille à toutes les sollicitations.

Nos mandataires n'ont à servir que le public. La prospérité de la ville est entre leurs mains : qu'ils ne la compromettent point par de criminelles prodigalités. On que demandent les citoyens de la Nlle-Orléans, c'est un gouvernement à bon marché : le Conseil qui le donnera aura droit à notre reconnaissance. Quand on aura droit à notre reconnaissance. Quand on proposera l'exécution d'un travail, le Conseil est prié de considérer s'il est ou non indispensable, s'il n'est pas indispensable, son devoir est de repousser la proposition. Les charges des contribuables sont si lourdes que le Conseil doit se borner, en fait de travaux, à ceux dont l'exécution est absolument nécessaire. Il importe pouvoir pour qu'on ordonnent certains travaux, on consulte point l'intérêt des industriels qui doivent les exécuter que celui de la ville. Nos aldermen consciencieux seront sur leurs gardes et s'abstiendront de ne point laisser surprendre leur bonne foi.

Un mot résume à nos yeux tous les devoirs de nos nouveaux aldermen et ce mot est : ECONOMIE. Ceux qui, oubliant du programme qu'ils ont accepté, le violeront dans l'intérêt d'un fonctionnaire, seront rayés de la liste de nos mandataires honnêtes et loyaux. Nos finances ont été trop longtemps exploitées : le moment est venu de travailler à la prospérité générale en diminuant les charges publiques et en réduisant autant que possible les dépenses de l'administration municipale.

Le nouveau Czar et la paix.

La presse de l'ancien et du nouveau monde discute la question de savoir si l'avènement d'Alexandre au trône de Russie favorisera le rétablissement de la paix. On ne peut la deviner que sa libérale à ses conjectures. Le jeune souverain est à débuter par des mesures qui ne semblent pas annoncer une grande énergie. Il a ajourné la convocation des états généraux, et il a nommé le prince Gortschakoff, qui a été battu par les Français et les Anglais, au commandement des troupes de la Crimée. Ces deux actes ne sont pas de nature à faire croire à une prochaine cessation des hostilités. Cependant on dit que le nouveau czar a déclaré que la guerre lui était odieuse, et qu'il désirait ardemment la paix. Il est possible que ces dispositions pacifiques soient sincères, mais il est à craindre qu'elles ne soient pas partagées par la majorité de la nation, qui, entraînée par le fanatisme religieux, ne voudra pas entendre parler de paix avant d'avoir vaincu les infidèles. Il est probable cependant que le nouveau souverain, qui a été élevé dans les principes libéraux de son père, ne tardera pas à faire connaître ses intentions pacifiques, et à donner à la Russie les institutions qui lui manquent encore pour être une nation vraiment civilisée.

Le bruit s'était répandu que l'Autriche et l'Angleterre n'insisteraient pas sur la démolition de Sébastopol, mais que la France en faisait une condition *sine qua non* de la paix.

La mission du général Wedell n'a pu réussir. La Prusse refuse d'accéder au traité et ne pourra pas conséquemment prendre part aux conférences.

Les alliés ont ouvert le feu contre Sébastopol. Des lettres de la mer parviennent d'expliquer la diversité des rapports russes et français sur l'attaque d'une redoute russe pendant la nuit du 23 février. Les Français s'en sont en effet emparés, mais voyant qu'ils ne pouvaient pas s'y maintenir par suite du feu meurtrier des remparts, ils se sont retirés après l'avoir fait sauter. Leur perte a été de 100 tués et 300 blessés.

On écrit de Balaklava, sous la date de 2 mars, que les maladies diminuaient dans le camp des alliés. Le général Bargoyne a été remplacé par le général Keser.

Les Russes se fortifient dans la vallée d'Inkermann. Ils élevaient aussi des batteries à Karabournou pour menacer Balaklava : ils ont coulé deux autres navires dans le port de Sébastopol.

Le gouvernement autrichien a donné avis à la France et à l'Angleterre que la mission de l'archi-duc autrichien Guillaume à St Pétersbourg était un acte de pure sympathie dicté par la mort de l'empereur de Russie et n'avait aucun caractère politique.

Le czar Alexandre serait, dit-on, écrit au roi de Prusse pour avoir son avis sur la situation. Mentschikoff est retourné à Moscou. Les deux grands ducs avaient quitté la Crimée et s'étaient mis en route pour retourner à St Petersbourg.

Le général Osten Sacken commande maintenant à Sébastopol, et le général Luders à Odessa.

Le voyage de Louis Napoléon pour la Crimée est encore douteux. Les préparatifs militaires se font sur la France sur une très grande échelle.

Londres a été transmis à Toulon de préparer des moyens de transport pour 50,000 hommes et 3000 chevaux.

Le bruit avait couru qu'un officier supérieur de l'armée française avait été arrêté sous l'inculpation d'entretenir des intelligences avec l'ennemi. On désignait le général Forey. Le *Moniteur* contredit officiellement ce bruit. Cependant le général Forey a été rappelé.

LE CONSEIL DE VILLE.

Le nouveau Conseil de ville s'organisera lundi prochain. Tous les yeux sont fixés sur cette assemblée et on attend impatiemment ses premiers actes pour porter un jugement sur l'avenir administratif qui nous est réservé. Si nos aldermen tiennent tout d'abord les promesses de leur programme, il y aura quelque espoir pour les habitans de la Nlle-Orléans, à la tranquillité matérielle et aux leurs espérances. Le républicanisme renaissant avec leurs devoirs au sérieux cesse de mériter la confiance des citoyens.

Que nos mandataires se rappellent qu'ils sont appelés à réformer les abus qui se sont introduits dans l'administration et que leur premier devoir est d'accomplir ce mandat duquel dépend toute leur énergie, est l'économie dans les dépenses. La prospérité et l'industrie sont grevées d'un impôt énorme, et le revenu de la ville ne suffit pas pourtant aux dépenses ordinaires. Il faut absolument une cette situation anormale cesse.

Nous avons confiance dans notre nouveau conseil, nous savons qu'il s'y trouve des hommes fermes et déterminés à s'opposer à toutes leurs forces au gaspillage et aux dilapidations publics. L'économie sera leur règle suprême. S'ils dépoisent quelque énergie ils pourront accomplir beaucoup de bien. Qu'ils défendent le trésor municipal contre toutes convoitises et tous les appétits. On viendra peut-être leur demander la récompense de services rendus, mais nous avons à croire qu'ils seront inébranlables et qu'ils fermeront l'oreille à toutes les sollicitations.

Nos mandataires n'ont à servir que le public. La prospérité de la ville est entre leurs mains : qu'ils ne la compromettent point par de criminelles prodigalités. On que demandent les citoyens de la Nlle-Orléans, c'est un gouvernement à bon marché : le Conseil qui le donnera aura droit à notre reconnaissance. Quand on aura droit à notre reconnaissance. Quand on proposera l'exécution d'un travail, le Conseil est prié de considérer s'il est ou non indispensable, s'il n'est pas indispensable, son devoir est de repousser la proposition. Les charges des contribuables sont si lourdes que le Conseil doit se borner, en fait de travaux, à ceux dont l'exécution est absolument nécessaire. Il importe pouvoir pour qu'on ordonnent certains travaux, on consulte point l'intérêt des industriels qui doivent les exécuter que celui de la ville. Nos aldermen consciencieux seront sur leurs gardes et s'abstiendront de ne point laisser surprendre leur bonne foi.

Un mot résume à nos yeux tous les devoirs de nos nouveaux aldermen et ce mot est : ECONOMIE. Ceux qui, oubliant du programme qu'ils ont accepté, le violeront dans l'intérêt d'un fonctionnaire, seront rayés de la liste de nos mandataires honnêtes et loyaux. Nos finances ont été trop longtemps exploitées : le moment est venu de travailler à la prospérité générale en diminuant les charges publiques et en réduisant autant que possible les dépenses de l'administration municipale.

Le nouveau Czar et la paix.

La presse de l'ancien et du nouveau monde discute la question de savoir si l'avènement d'Alexandre au trône de Russie favorisera le rétablissement de la paix. On ne peut la deviner que sa libérale à ses conjectures. Le jeune souverain est à débuter par des mesures qui ne semblent pas annoncer une grande énergie. Il a ajourné la convocation des états généraux, et il a nommé le prince Gortschakoff, qui a été battu par les Français et les Anglais, au commandement des troupes de la Crimée. Ces deux actes ne sont pas de nature à faire croire à une prochaine cessation des hostilités. Cependant on dit que le nouveau czar a déclaré que la guerre lui était odieuse, et qu'il désirait ardemment la paix. Il est possible que ces dispositions pacifiques soient sincères, mais il est à craindre qu'elles ne soient pas partagées par la majorité de la nation, qui, entraînée par le fanatisme religieux, ne voudra pas entendre parler de paix avant d'avoir vaincu les infidèles. Il est probable cependant que le nouveau souverain, qui a été élevé dans les principes libéraux de son père, ne tardera pas à faire connaître ses intentions pacifiques, et à donner à la Russie les institutions qui lui manquent encore pour être une nation vraiment civilisée.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUPOUR.
E. DUVERGES. S. HARBY.
N° 23, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 7 AVRIL.

EUROPE.

Nos journaux européens apportés par l'*Arne* nous parviendront probablement aujourd'hui. Nous allons, en attendant, emprunter au sommaire que publient les journaux du nord quelques détails que ne nous a point transmis le télégraphe.

Le congrès de Vienne s'est réuni le 15 mars. Il se composait d'un représentant français, de deux représentants anglais, de deux représentants turcs. Le plénipotentiaire russe n'était pas présent. La discussion sur la base générale des négociations s'est terminée d'une manière satisfaisante. Le bruit s'était répandu que l'Autriche et l'Angleterre n'insisteraient pas sur la démolition de Sébastopol, mais que la France en faisait une condition *sine qua non* de la paix.

La mission du général Wedell n'a pu réussir. La Prusse refuse d'accéder au traité et ne pourra pas conséquemment prendre part aux conférences.

Les alliés ont ouvert le feu contre Sébastopol. Des lettres de la mer parviennent d'expliquer la diversité des rapports russes et français sur l'attaque d'une redoute russe pendant la nuit du 23 février. Les Français s'en sont en effet emparés, mais voyant qu'ils ne pouvaient pas s'y maintenir par suite du feu meurtrier des remparts, ils se sont retirés après l'avoir fait sauter. Leur perte a été de 100 tués et 300 blessés.

On écrit de Balaklava, sous la date de 2 mars, que les maladies diminuaient dans le camp des alliés. Le général Bargoyne a été remplacé par le général Keser.

Les Russes se fortifient dans la vallée d'Inkermann. Ils élevaient aussi des batteries à Karabournou pour menacer Balaklava : ils ont coulé deux autres navires dans le port de Sébastopol.

Le gouvernement autrichien a donné avis à la France et à l'Angleterre que la mission de l'archi-duc autrichien Guillaume à St Pétersbourg était un acte de pure sympathie dicté par la mort de l'empereur de Russie et n'avait aucun caractère politique.

Le czar Alexandre serait, dit-on, écrit au roi de Prusse pour avoir son avis sur la situation. Mentschikoff est retourné à Moscou. Les deux grands ducs avaient quitté la Crimée et s'étaient mis en route pour retourner à St Petersbourg.

Le général Osten Sacken commande maintenant à Sébastopol, et le général Luders à Odessa.

Le voyage de Louis Napoléon pour la Crimée est encore douteux. Les préparatifs militaires se font sur la France sur une très grande échelle.

Londres a été transmis à Toulon de préparer des moyens de transport pour 50,000 hommes et 3000 chevaux.

Le bruit avait couru qu'un officier supérieur de l'armée française avait été arrêté sous l'inculpation d'entretenir des intelligences avec l'ennemi. On désignait le général Forey. Le *Moniteur* contredit officiellement ce bruit. Cependant le général Forey a été rappelé.

LE CONSEIL DE VILLE.

Le nouveau Conseil de ville s'organisera lundi prochain. Tous les yeux sont fixés sur cette assemblée et on attend impatiemment ses premiers actes pour porter un jugement sur l'avenir administratif qui nous est réservé. Si nos aldermen tiennent tout d'abord les promesses de leur programme, il y aura quelque espoir pour les habitans de la Nlle-Orléans, à la tranquillité matérielle et aux leurs espérances. Le républicanisme renaissant avec leurs devoirs au sérieux cesse de mériter la confiance des citoyens.

Que nos mandataires se rappellent qu'ils sont appelés à réformer les abus qui se sont introduits dans l'administration et que leur premier devoir est d'accomplir ce mandat duquel dépend toute leur énergie, est l'économie dans les dépenses. La prospérité et l'industrie sont grevées d'un impôt énorme, et le revenu de la ville ne suffit pas pourtant aux dépenses ordinaires. Il faut absolument une cette situation anormale cesse.

Nous avons confiance dans notre nouveau conseil, nous savons qu'il s'y trouve des hommes fermes et déterminés à s'opposer à toutes leurs forces au gaspillage et aux dilapidations publics. L'économie sera leur règle suprême. S'ils dépoisent quelque énergie ils pourront accomplir beaucoup de bien. Qu'ils défendent le trésor municipal contre toutes convoitises et tous les appétits. On viendra peut-être leur demander la récompense de services rendus, mais nous avons à croire qu'ils seront inébranlables et qu'ils fermeront l'oreille à toutes les sollicitations.

Nos mandataires n'ont à servir que le public. La prospérité de la ville est entre leurs mains : qu'ils ne la compromettent point par de criminelles prodigalités. On que demandent les citoyens de la Nlle-Orléans, c'est un gouvernement à bon marché : le Conseil qui le donnera aura droit à notre reconnaissance. Quand on aura droit à notre reconnaissance. Quand on proposera l'exécution d'un travail, le Conseil est prié de considérer s'il est ou non indispensable, s'il n'est pas indispensable, son devoir est de repousser la proposition. Les charges des contribuables sont si lourdes que le Conseil doit se borner, en fait de travaux, à ceux dont l'exécution est absolument nécessaire. Il importe pouvoir pour qu'on ordonnent certains travaux, on consulte point l'intérêt des industriels qui doivent les exécuter que celui de la ville. Nos aldermen consciencieux seront sur leurs gardes et s'abstiendront de ne point laisser surprendre leur bonne foi.

Un mot résume à nos yeux tous les devoirs de nos nouveaux aldermen et ce mot est : ECONOMIE. Ceux qui, oubliant du programme qu'ils ont accepté, le violeront dans l'intérêt d'un fonctionnaire, seront rayés de la liste de nos mandataires honnêtes et loyaux. Nos finances ont été trop longtemps exploitées : le moment est venu de travailler à la prospérité générale en diminuant les charges publiques et en réduisant autant que possible les dépenses de l'administration municipale.

Le nouveau Czar et la paix.

La presse de l'ancien et du nouveau monde discute la question de savoir si l'avènement d'Alexandre au trône de Russie favorisera le rétablissement de la paix. On ne peut la deviner que sa libérale à ses conjectures. Le jeune souverain est à débuter par des mesures qui ne semblent pas annoncer une grande énergie. Il a ajourné la convocation des états généraux, et il a nommé le prince Gortschakoff, qui a été battu par les Français et les Anglais, au commandement des troupes de la Crimée. Ces deux actes ne sont pas de nature à faire croire à une prochaine cessation des hostilités. Cependant on dit que le nouveau czar a déclaré que la guerre lui était odieuse, et qu'il désirait ardemment la paix. Il est possible que ces dispositions pacifiques soient sincères, mais il est à craindre qu'elles ne soient pas partagées par la majorité de la nation, qui, entraînée par le fanatisme religieux, ne voudra pas entendre parler de paix avant d'avoir vaincu les infidèles. Il est probable cependant que le nouveau souverain, qui a été élevé dans les principes libéraux de son père, ne tardera pas à faire connaître ses intentions pacifiques, et à donner à la Russie les institutions qui lui manquent encore pour être une nation vraiment civilisée.